VVV. - 1 - L.2957/1/V.

1 3 VIII 1952
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 juin 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement organique des officiers et agents judiciaires féminins près les parquets et réglant leur hiérarchie et leur discipline", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 17 juillet 1952, a donné en sa séance du 30 juillet 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 3e Juni 1952 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende organieke inrichting der vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten en waarbij hun hiërarchie en hun tucht wordt geregeld", zoals het door de Minister op 17 Juli 1952 werd gewijzigd, heeft ter zitting van 30 Juli 1952 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'article 1er du projet, "le Ministre de la Justice désigne, sur l'avis du procureur général, les brigades de police judiciaire qui comprennent des officiers et agents féminins".

Le Ministre de la Justice tenant directement de l'article 3 de la loi du 7 avril 1919 le pouvoir de fixer la résidence des officiers et des agents judiciaires, le Conseil d'Etat estime que ce pouvoir ne doit pas lui être attribué par arrêté royal.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose d'insérer dans le projet les dispositions relatives aux limites d'âge des candidats aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires et celles qui concernent l'admission à l'examen d'officier judiciaire, prévues aux articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 1er mars 1937; la réglementation en ces matières est, en effet, de la compétence du Roi.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat constate que l'article 2, § 2, alinéa 3, du projet modifie implicitement l'article 2, alinéa 4, seconde phrase, de l'arrêté royal du 7 mai 1921, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 1951.

\+

\+ +

.../...

L'article 3 est superflu : il n'est, en effet, qu'une conséquence nécessaire de l'article 8 de la loi du 21 août 1948 supprimant la réglementation officielle de la prostitution.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de supprimer les deux derniers alinéas de l'article 4 : ils constituent un rappel des lois des 7 avril 1919 et 21 août 1948.

\+

\+ +

L'article 6 du projet prévoit, en son alinéa 3, l'exclusion des droits de préférence établis par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 en raison des garanties particulières de confiance, de mérite exceptionnel ou spécial dont doivent justifier les candidates.

Cette disposition n'est prévue qu'à titre transitoire.

.../...

L'exclusion des droits de préférence ayant été autorisée par le législateur eu égard à la nature même des fonctions, il est difficile de concevoir qu'une fonction n'exigerait que temporairement des garanties particulières de confiance, de mérite exceptionnel ou spécial.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de faire application en l'espèce de la faculté offerte par l'article 5 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, l'exclusion des droits de préférence devrait être comprise parmi les dispositions définitives du projet. Il sera, par ailleurs, loisible au Roi d'abroger cette disposition lorsqu'il l'estimera nécessaire.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

.../...

Arrêté royal relatif aux officiers et agents judiciaires féminins près les parquets.

---

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par la loi du 21 août 1948 supprimant la réglementation officielle de la prostitution;

Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, notamment l'article 5, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, modifié par les arrêtés royaux des 3 avril 1929 et 13 avril 1937, par l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 et par les arrêtés royaux des 29 mars et 9 juillet 1951;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1929 organique de la sûreté publique, modifié par les arrêtés royaux des 20 octobre 1936 et 13 avril 1937, par l'arrêté du Régent du 18 juillet 1949 et par l'arrêté royal du 9 juillet 1951;

Vu l'avis de la commission paritaire consultative près le Comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dans les limites des nombres globaux d'officiers et d'agents judiciaires déterminés par le Roi, le Ministre de la Justice fixe, sur l'avis du procureur général, le nombre des officiers et des agents judiciaires féminins de chaque ressort de cour d'appel.

Article 2.-

Pour être nommée agent judiciaire féminin, il faut :

1° être Belge et jouir des droits civils et politiques;

2° être âgée de 21 ans au moins et 30 ans au plus;

3° être porteur de l'un des diplômes ou certificats suivants :

a) diplôme d'auxiliaire sociale;

b) diplôme d'infirmière visiteuse;

c) diplôme d'infirmière d'hygiène sociale;

d) diplôme ou certificat régulièrement délivré de fin d'études moyennes du degré supérieur ou d'école normale ou technique assimilée, admis pour les candidats aux fonctions de la deuxième catégorie des agents de l'Etat;

e) diplôme entériné d'un grade académique;

f) diplôme scientifique délivré par une université ou par un établissement y annexé;

.../...

4° avoir subi avec succès l'examen de capacité dont le Ministre de la Justice détermine le programme;

5° être admise par une commission médicale instituée par le Ministre de la Justice, lequel fixe les conditions d'aptitude physique requises.

Article 3.-

Peuvent être nommées agents judiciaires sans devoir subir l'examen de capacité, les candidates âgées de vingt-cinq ans au moins et de quarante ans au plus qui ont exercé pendant quatre ans au moins, dans un service public, une activité sociale au cours de laquelle elles ont fait preuve d'aptitudes particulières aux fonctions spéciales qu'elles seront appelées à exercer dans la police judiciaire.

Ces candidates sont nommées sur proposition du Comité régulateur des polices judiciaires. Elles prennent rang, pour l'ancienneté, au jour de leur nomination.

Ces nominations ne peuvent se faire que dans la mesure où le nombre des agents masculins nommés par application de l'article 2, alinéas 2 à 4, de l'arrêté royal du 7 mai 1921, y insérés par les arrêtés royaux des 13 avril 1937 et 9 juillet 1951, et des agents féminins nommés par application du présent ~~paragraphe~~, article n'excède pas, dans chaque arrondissement, le dixième du nombre total des agents qui y sont en fonction.

Article 4.-

Pour être nommée officier judiciaire féminin, il faut :

.../...

1° être Belge;

2° être âgée de 25 ans au moins et de 35 ans au plus, de 40 ans au plus s'il s'agit d'un agent judiciaire;

3° être docteur en droit ou agent judiciaire ou avoir subi avec succès l'examen d'agent judiciaire;

4° avoir subi avec succès l'examen de capacité dont le Ministre de la Justice détermine le programme;

5° être admis par une commission médicale instituée par le Ministre de la Justice, lequel fixe les conditions d'aptitude physique requises.

Article 5.-

Les droits de préférence établis par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 ne peuvent être invoqués.

Article 6.-

Les officiers et agents judiciaires féminins attachés à une brigade de police judiciaire près les parquets forment une section de police judiciaire féminine dirigée par un officier ou un agent judiciaire féminin. Celui-ci relève immédiatement de l'officier dirigeant la brigade ou du commissaire principal désigné par lui. Il reçoit par son intermédiaire les devoirs prescrits par les magistrats de l'ordre judiciaire et lui transmet les procès-verbaux et rapports.

Article 7.-

Les dispositions des arrêtés royaux et des arrêtés ministériels relatifs aux officiers et agents

.../...

judiciaires près les parquets, qui ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté, sont applicables aux officiers et agents judiciaires féminins.

Dispositions transitoires.

Article 8.-

Durant les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent être nommées officiers ou agents judiciaires féminins, sans devoir subir l'examen de capacité, ni satisfaire aux conditions d'études et de fonctions antérieures, les personnes ayant fait preuve de qualités exceptionnelles les rendant aptes à assurer les fonctions d'officier ou d'agent judiciaire féminin.

Dans chaque ressort de cour d'appel, ces nominations se font sur présentation, par le procureur général au Ministre de la Justice, d'une liste de trois candidates pour chaque emploi à conférer.

Le Ministre de la Justice fera connaître, par la voie du Moniteur belge, l'intention du Gouvernement de recourir à la procédure prévue par le présent article. La communication invite les intéressées à faire acte de candidat dans les quinze jours.

Article 9.-

Pendant les vingt-quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne peuvent

.../...

être nommées officier ou agent judiciaire féminin les personnes âgées respectivement de plus de 45 ans ou de plus de 40 ans.

Dispositions finales.

Article 10.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 11.-

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre de l'Intérieur,

Luidens artikel 1 van het ontwerp, "duidt de Minister van Justitie, op advies van de procureur-generaal, de brigades aan van gerechtelijke politie bij de parketten welke vrouwelijke officieren en agenten tellen".

Aangezien de Minister van Justitie de macht tot het bepalen van de standplaats der gerechtelijke officieren en agenten rechtstreeks ontleent aan artikel 3 van de wet van 7 April 1919, acht de Raad van State het onnodig hem zodanige macht bij koninklijk besluit toe te kennen.

\+

\+ +

De Raad van State stelt voor in het ontwerp de bepalingen op te nemen betreffende de grensleeftijd van de candidaten tot het ambt van gerechtelijk officier en agent, alsmede die aangaande de toelating tot het examen van gerechtelijk officier voorgeschreven bij de artikelen 4 en 5 van het ministerieel besluit van 1 Maart 1937; de regeling van die punten behoort immers tot de bevoegdheid van de Koning.

\+

\+ +

De Raad van State stelt vast dat artikel 2, § 2, derde lid, van het ontwerp impliciet wijziging brengt in artikel 2, vierde lid, tweede volzin, van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921, zoals dit is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Juli 1951.

\+

\+ +

.../...

Artikel 3 is overbodig : het is immers het noodzakelijk gevolg van artikel 8 van de wet van 21 Augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie.

\+

\+ +

De Raad van State stelt voor, het voorlaatste en het laatste lid van artikel 4 ,die maar een herhaling zijn van bepalingen uit de wetten van 7 April 1919 en 21 Augustus 1948, achterwege te laten.

\+

\+ +

Volgens het derde lid van artikel 6 kunnen, wegens de bijzondere waarborgen van vertrouwen, van uitzonderlijke of buitengewone verdienste waarvan de candidaten moeten doen blijken, de bij de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 ingevoerde prioriteitsrechten terzake niet ingeroepen worden.

Deze bepaling is gewoon als overgangsmaatregel bedoeld.

Aangezien de wetgever heeft toegestaan dat de prioriteitsrechten wegens de aard zelf van de ambten buiten toepassing worden verklaard, kan men zich moeilijk gaan indenken dat voor een ambt slechts tijdelijk bijzondere waarborgen van vertrouwen, van uitzonderlijke of buitengewone verdienste zouden vereist zijn.

.../...

Zo het in de bedoeling van de Regering ligt, ten deze gebruik te maken van het in artikel 5 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 opengestelde recht, dient de uitsluiting van de prioriteitsrechten onder de definitieve bepalingen van het ontwerp te worden opgenomen. De Koning blijft dan nog vrij die bepaling op te heffen wanneer hij het nodig acht.

\+

\+ \+

Voorts beveelt de Raad van State sommige vormwijzigingen aan welke in de hierna volgende tekst zijn opgenomen:

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VROUWELIJKE GERECHTELIJKE OFFICIEREN EN AGENTEN BIJ DE PARKETTEN.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 7 April 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten, gewijzigd bij de wet van 21 Augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie;

.../...

Gelet op de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, namelijk op artikel 5, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 April 1929 en 13 April 1937, bij het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 en bij de koninklijke besluiten van 29 Maart en 9 Juli 1951;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 April 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 October 1936 en 13 April 1937, bij het besluit van de Regent van 18 Juli 1949 en bij het koninklijk besluit van 9 Juli 1951;

Gelet op het advies van de paritaire commissie van advies bij het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie der parketten;

Gelet op het advies van het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie der parketten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Onder de door de Koning vastgestelde globale cijfers der gerechtelijke officieren en agenten bepaalt de Minister van Justitie, op advies van de procureur-generaal, het aantal vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten in het rechtsgebied van elk der hoven van beroep.

Artikel 2.-

Om tot vrouwelijk gerechtelijk agent te worden benoemd, moet de candidate :

1° Belg zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

2° ten minste 21 en ten hoogste 30 jaar oud zijn;

3° in het bezit zijn van een der hiernavermelde diploma's of getuigschriften:

a) diploma van sociale helpster;

b) diploma van huisverpleegster;

c) diploma van verpleegster voor sociale hygiëne;

d) regelmatig uitgereikt einddiploma of -getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs of daarmede gelijkgesteld normaal- of technisch onderwijs, als voor de candidaten tot een ambt van de tweede categorie van het Rijkspersoneel;

e) bekrachtigd diploma van een academische graad;

f) wetenschappelijk diploma uitgereikt door een universiteit of een daaraan verbonden inrichting;

.../...

4° geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt;

5° aangenomen zijn door een geneeskundige commissie ingesteld door de Minister van Justitie, die mede de vereisten van lichamelijke geschiktheid bepaalt.

Artikel 3.-

Tot gerechtelijk agent kunnen zonder bekwaamheidsexamen benoemd worden, de candidaten die ten minste vijf en twintig en ten hoogste veertig jaar oud zijn en gedurende ten minste vier jaar, in een openbare dienst, een sociale activiteit hebben gehad tijdens welke zij hebben doen blijken van bijzondere geschiktheid voor de speciale functies welke zij bij de gerechtelijke politie zullen moeten uitoefenen.

Die candidaten worden benoemd op voordracht van het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie. Voor de ancienniteit nemen zij hun rang in op de dag van hun benoeming.

Deze benoemingen zijn slechts mogelijk voor zover het aantal mannelijke agenten, benoemd bij toepassing van artikel 2, tweede, derde en vierde lid van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921, ingevoegd bij de koninklijke besluiten van 13 April 1937 en 9 Juli 1951, en vrouwelijke agenten benoemd bij toepassing van ~~deze paragraaf~~ dit artikel, in elk arrondissement niet meer bedraagt dan een tiende van het totaal aantal aldaar in functie zijnde agenten.

.../...

Artikel 4.-

Om tot vrouwelijk gerechtelijk officier te worden benoemd, moet de candidate :

1° Belg zijn;

2° ten minste 25 en ten hoogste 35 jaar oud zijn, ten hoogste 40 jaar voor een gerechtelijk agent;

3° doctor in de rechten zijn of gerechtelijk agent of geslaagd zijn voor het examen van gerechtelijk agent;

4° geslaagd zijn voor het bekwaamheidsexamen waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt;

5° aangenomen zijn door een geneeskundige commissie ingesteld door de Minister van Justitie, die mede de vereisten van lichamelijke geschiktheid bepaalt.

Artikel 5.-

De voorkeurrechten ingevoerd bij de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 kunnen niet worden ingeroepen.

Artikel 6.-

De vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten, toegevoegd aan een brigade van gerechtelijke politie bij de parketten, vormen een afdeling vrouwelijke gerechtelijke politie welke onder de leiding staat van een vrouwelijk gerechtelijk officier of agent. Deze laatste staat onmiddellijk onder de officier die de leiding heeft over de brigade of onder de door hem

.../...

aangewezen eerstaanwezende commissaris. Zij wordt door deze belast met de verrichtingen voorgeschreven door de magistraten van de rechterlijke orde en maakt hem de processen-verbaal en verslagen over.

Artikel 7.-

De bepalingen der koninklijke en ministeriële besluiten betreffende de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, welke niet in strijd zijn met de voorschriften van dit besluit, zijn van overeenkomstige toepassing op de vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten.

Overgangsbepalingen.

Artikel 8.-

Tijdens achttien maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit, kunnen tot vrouwelijk gerechtelijk officier of agent benoemd worden, zonder het bekwaamheidsexamen te moeten afleggen of aan de vereisten inzake studiën en vroegere functies te moeten voldoen, de personen die hebben doen blijken van uitzonderlijke kwaliteiten, hen geschikt makend tot het waarnemen van de functies van vrouwelijk gerechtelijk officier of agent.

In het rechtsgebied van elk der hoven van beroep worden die benoemingen gedaan uit een door de procureur-generaal aan de Minister van Justitie voorgedragen lijst van drie candidaten voor elke te begeven betrekking.

.../...

Het voornemen der Regering om van de in dit artikel bedoelde procedure gebruik te maken zal door de Minister van Justitie in het Belgisch Staatsblad worden aangekondigd. Door die mededeling worden belangstellenden verzocht hun candidatuur binnen vijftien dagen in te dienen.

Artikel 9.-

Tijdens vier en twintig maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit, kunnen niet tot vrouwelijk gerechtelijk officier of agent benoemd worden de personen die onderscheidenlijk meer dan 45 of 40 jaar oud zijn.

Slotbepalingen.

Artikel 10.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 11.-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,
De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de

Messieurs : M. SOMERHAUSEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

A. MAST, conseillers d'Etat,
K. MEES, raadsheren van State,

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. MAST.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. MAST.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M. SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Justice.
van Justitie.

Le 1952. De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.